



CERISE

Comité d'Echanges, de Réflexion et d'Information
sur les Systèmes d'Epargne-crédit



iram GRET

RAPPORT D'ACTIVITE CERISE

2003

Mai 2004



RAPPORT D'ACTIVITE 2003

SOMMAIRE

Lexique.....	2
Introduction.....	3
Petit rappel.....	3
Les objectifs fixés pour 2003.....	3
1. Capitalisation : bilan 2003 et perspectives 2004.....	4
Impact et performances sociales.....	4
<i>Initiative sur les indicateurs de performance sociale</i>	4
<i>Micro finance et lutte contre la pauvreté : cas d'application au Ghana</i>	5
Gouvernance.....	7
Financement de l'agriculture.....	7
Bilan de la capitalisation CERISE.....	8
2. Revue des pairs / Peer Review.....	9
3. Animation et échanges : bilan 2003 et perspectives 2004.....	10
Les outils de diffusion sur Internet.....	10
<i>Le site de CERISE</i>	10
<i>La collaboration avec le pôle Microfinancement</i>	10
<i>CERISE en tant que réseau sur le MIX Market</i>	11
Rencontres 2003.....	11
<i>FIDA : Atelier sur l'analyse d'impact en finance rurale</i>	11
<i>Participation aux chantiers du Pôle de Socio-économie Solidaire</i>	12
<i>Réunion Microfinance OSI/AFD</i>	13
Formation.....	13
Rencontres prévues en 2004.....	13
<i>Rencontres thématiques</i>	13
<i>Rencontres européennes</i>	14
Bilan sur animation et échanges.....	14
4. L'organisation du secrétariat technique de CERISE.....	14
Les perspectives pour CERISE.....	15
Bibliographie : Travaux et publications CERISE.....	16

Lexique

ADA	Appui au Développement Autonome (Luxembourg)
AFD	Agence Française de Développement
AFRACA	Association africaine de Crédit Rural et Agricole
CEFEB	Centre d'Etudes Financières Economiques et Bancaires
CERISE	Comité d'Echange, de Réflexion et d'Information sur les Systèmes d'Épargne et de crédit
CGAP	Consultative Group to Assist the Poorest
CIDR	Centre International de Développement et de Recherche
CIRAD-TERA	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – Département : Territoires, Environnement et Acteurs
CRG	Crédit Rural de Guinée
CTA	Centre technique de coopération agricole et rural ACP-UE
ENDA-GRAF	Groupe de recherche Action Formation (Sénégal)
ESF	Épargne Sans Frontières
FENU	Fonds d'Équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPH	Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme
GRET	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques
HIVOS	Humanist Institute for Cooperation with Developing countries (Pays-Bas)
IDS	Institute of Development Studies (GB)
IFPRI	International Food Policy Research Institute
IRAM	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement
IRD	Institut de Recherche et de Développement
MAE	Ministère français des Affaires Étrangères
MIX	Microfinance Information eXchange
NORAD	NORwegian Agency for Development cooperation
OSI	Organisation de Solidarité Internationale
PAFID	Programme d'Appui au Financement Décentralisé
PDSFR	Programme de Développement des Services Financiers Ruraux (Niger)
PSES	Pôle de Socio-Economie Solidaire (Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire)
SDC	Swiss agency for Development and Cooperation
SFD	Système financier décentralisé
SEEP	Small Enterprise Education and Promotion Network
SPI	Social performance indicators initiative
USAID	United States Agency for International Development

RAPPORT D'ACTIVITE 2003

Introduction

Petit rappel...

CERISE est une plate-forme de capitalisation et d'échanges sur les pratiques en microfinance. CERISE a été initié en 1998 par quatre organismes français travaillant de longue date en appui aux institutions de microfinance : le CIDR (Centre International de Développement et de Recherche, Autrêches), le CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, Montpellier), le GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, Paris) et l'IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement, Paris). L'objectif de ce réseau est d'analyser et de capitaliser sur les pratiques passées et présentes afin d'améliorer les modes d'intervention en microfinance. CERISE se veut un carrefour d'échange avec les acteurs de la microfinance (opérateurs du Nord et du Sud, Institutions de microfinance, ONG, bailleurs, chercheurs, etc.), contribuant à favoriser la circulation des idées et la confrontation des savoirs-faire.

Sur les années précédentes, CERISE a calé sa façon de travailler, en interne avec ses membres et avec les partenaires proches à travers l'instauration de rencontres régulières et de phases d'échanges basés sur des thèmes de capitalisation.

Ses axes de travail ont été clairement définis : mode d'intervention, gouvernance, financement de l'agriculture, impact et performances sociales, diagnostic de la microfinance en Afrique de l'Ouest. La plupart de ces thèmes ont déjà donné lieu à des phases de capitalisation et d'échange ; les réflexions les plus avancées pourront conduire par la suite à des outils opérationnels destinés à l'analyse et à l'amélioration des pratiques (mode d'intervention, gouvernance, performance sociale).

En termes d'échanges et de partenariat, CERISE a à la fois cherché à renforcer la confiance et les synergies au sein de ses membres et a créé des rapprochements avec les partenaires extérieurs.

Les objectifs fixés pour 2003

En 2003, la capitalisation devait porter essentiellement sur le thème de l'impact et des performances sociales, avec en particulier la première phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale et des perspectives qui se dessinaient sur l'utilisation de l'outil d'évaluation de la pauvreté du CGAP.

En interne, le niveau de confiance établi entre les membres devait permettre de lancer un processus de revue des pairs pour lequel le CIDR se proposait pour le premier tour.

Enfin, l'ouverture du réseau en direction des partenaires en France, en Europe et dans les pays du Sud devait se poursuivre.

Le présent rapport d'activité présente le bilan de l'année 2003 et les perspectives 2004 pour CERISE.

1. Capitalisation : bilan 2003 et perspectives 2004

Impact et performances sociales

Initiative sur les indicateurs de performance sociale

Historiquement, la microfinance a été développée comme outil d'inclusion des populations exclues du système bancaire classique. Dans les années 90, la marche vers la pérennisation des IMF a focalisé l'attention sur les questions de viabilités financière et institutionnelle. Des outils d'analyse financière ont ainsi été adaptés mais les performances sociales des IMF étaient considérées comme acquises.

Pourtant, à l'heure actuelle, les bailleurs et les investisseurs éthiques demandent aux IMF de rendre des comptes : Quelle est la population réellement touchée? Comment peut-on combiner à la fois les objectifs sociaux et les objectifs de pérennité?, etc. Certaines IMF également ont l'intuition que renforcer les performances sociales peut conduire, sur le moyen terme, à renforcer leurs performances financières.

Depuis juin 2002, CERISE, au côté de la Fondation Argidius, et en collaboration avec Martin Greeley d'IDS (Grande Bretagne) et de Manfred Zeller de l'Université de Goettingen (Allemagne) participe à l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI). Cette initiative, menée par un réseau européen de partenaires, est destinée à pouvoir conduire une évaluation des performances sociales sur la base d'un questionnaire.

La première phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale

La première phase (Juin 2002- Octobre 2003) a permis d'éclaircir la notion de performance sociale en micro finance et de définir, en collaboration avec des IMF partenaires de CERISE et d'IDS, un ensemble d'indicateurs potentiels selon 4 dimensions des performances sociales : (1) le ciblage des pauvres et des exclus ; (2) l'adaptation des services et des produits à la clientèle cible ; (3) l'amélioration du capital social et politique des clients; (4) la responsabilité sociale de l'IMF.

Les indicateurs doivent remplir les exigences suivantes :

- (1) permettre d'évaluer le « processus » social de l'IMF : les performances sociales sont mesurées à travers les principes, les actions et les mesures correctives prises par l'IMF; on cherche à savoir si l'IMF se donne les moyens d'atteindre les objectifs sociaux qu'elle s'est fixés;
- (2) pouvoir être renseignés à partir de l'information disponible au sein de l'IMF : la plupart des informations sont basées sur les déclarations de la direction ou des agents de crédit, sur les informations issues de rapports officiels, et sur les informations compilées à partir du système d'information et de gestion;
- (3) pouvoir être facilement vérifiables par un auditeur externe : le questionnaire peut être appliqué en interne, et susciter la discussion, mais les réponses doivent pouvoir être facilement « auditées » par un consultant extérieur qui conduirait un audit des performances sociales;
- (4) pouvoir être acceptés et avoir un sens pour les IMF elles-mêmes: un grand nombre d'indicateurs potentiels a été soumis à un panel d'IMF. A partir des réponses de 18 d'entre elles, les indicateurs ont été classés selon leur pertinence et la simplicité de leur utilisation (voir SPI-report N°2 et SPI-report N°3 sur le site de CERISE). Des discussions sur ces indicateurs ont également été engagées avec les IMF et les opérateurs impliqués dans le chantier "Finance solidaire" de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, en lien avec la FPH¹.

Le résultat de la première étape² a été discuté au sein d'un petit groupe de bailleurs et acteurs intéressés au cours des journées annuelles du CGAP à Paris le 7 novembre 2003 : Isabelle Barrès du Microfinance Information eXchange (MIX), Renée Chao-Béroff, Johan De Waard du Ministère hollandais des Affaires étrangères ; Hege Gulli de NORAD; Kate McKee de l'USAID; Cécile Lapenu de CERISE; Hansruedi Pfeiffer de la coopération suisse (SDC); Coen Van Beuningen de la plateforme hollandaise de la microfinance (HIVOS) et Koenraad Verhagen de la fondation Argidius.

¹ FPH : Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, 38 rue St Sabin, 75011 Paris.

² Disponible sur le site de CERISE à la rubrique Thèmes et publication – Impact : <http://www.cerise-microfinance.org/publication/impact.htm#telecharger>

Le travail de la première phase de l'initiative SPI a été bien accueilli par les bailleurs de fonds et acteurs de la microfinance participant aux journées du CGAP et l'idée d'une seconde phase de test a été soutenue.

Cette seconde phase qui sera réalisée en 2004 consistera à tester l'outil auprès d'un échantillon diversifié d'institutions de microfinance partenaires afin de pouvoir vérifier l'accessibilité et la qualité des données, de préciser et affiner les indicateurs, et de s'assurer de la capacité de l'outil à distinguer différents types d'institutions et d'approches.

Le financement sera assuré par la FPH (20%) et la Coopération suisse (SDC) (80%).

Les opérateurs eux-mêmes discutent des résultats de ce premier questionnaire : Finrural en Bolivie va traduire le document en espagnol, le forum belge de la microfinance et en particulier l'ONG Trias au sein de ce réseau organisent début 2004 une rencontre pour discuter de cette initiative. SEEP, le réseau nord américain de la microfinance, propose un questionnaire à ses membres où pour chaque indicateur SPI, il est proposé de juger de la facilité à obtenir l'information et de la pertinence de l'indicateur et de commenter l'indicateur. SEEP cherche à promouvoir des indicateurs de performance sociale qui pourraient être utilisés, en parallèle aux indicateurs financiers, dans le cadre du MIX.

De nombreux opérateurs et IMF s'engagent à tester l'outil :

- Mexique, Coopératives d'épargne et de crédit – AMUCSS
- Mali, Réseaux régionaux de caisses villageoises d'épargne et de crédit
- Mali, Institutions de crédit solidaire en milieu urbain suivies par le CIDR
- Ethiopie, Busa Gonofa
- Cambodge, EMT
- Madagascar, Vola Mahaso
- Guinée, Crédit rural de Guinée
- Pakistan, KASH Foundation
- Bolivie, Pro Mujer
- Trias (Philippines, ASHI)
- USAID
- BIT, *Social Finance Unit*
- Entrepreneur du Monde, etc.

La deuxième phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI2) aboutira à la définition d'un outil d'évaluation des performances sociales d'une IMF sous la forme d'un questionnaire et d'un manuel d'accompagnement explicitant les sources d'information alimentant les indicateurs.

L'outil qui sera finalisé fin 2004 permettra de tester un certain nombre d'hypothèses³ sur le rôle des performances sociales dans la viabilité des IMF et constituera une pierre supplémentaire (et complémentaire) aux outils d'évaluation financière et de mesure d'impact pour l'évaluation globale des IMF.

Micro finance et lutte contre la pauvreté : cas d'application au Ghana

Un certain nombre de travaux sur le « PAT » (*Poverty assessment tool*⁴) du CGAP ont été réalisés en début d'année par Cécile Lapenu, qui avait participé à la définition de cet outil lorsqu'elle travaillait à l'IFPRI : article de synthèse pour le rapport du centre Walras ; participation à la traduction en français en appui à Karin Barlet du GRET.

³ Voir les discussions dans le cadre du Chantier Finance solidaire dans la section sur les rencontres 2003.

⁴ Henry, C., Sharma, M., Lapenu, C., Zeller, M., 2003 (September). Microfinance Poverty Assessment Tool. Technical Tools Series N°5, CGAP, Washington DC, USA, 206 p.

Cet outil d'évaluation du niveau de vie des clients des IMF comparés aux non clients, permet de répondre à la première question des études d'impact : qui sont les clients touchés ? Les IMF parviennent-elles à toucher des clients pauvres et en quelle proportion ?

Cet outil va être appliqué par une université du Ghana avec l'appui de CERISE dans le cadre du programme national d'appui à la microfinance au Ghana, afin de fournir au gouvernement du Ghana et aux différentes parties-prenantes des éléments factuels sur le rôle des différents programmes de microfinance mis en œuvre par les institutions financières locales. Ce travail se fait avec le soutien financier du FIDA.

Projet de services financiers ruraux au Ghana – Etude sur la pauvreté

Le système financier ghanéen compte une grande diversité d'institutions : 17 banques commerciales dont la banque de développement agricole ; 115 banques rurales ; des institutions financières non bancaires comprenant en particulier des compagnies d'épargne et de crédit (*savings and loans companies*), des coopératives d'épargne et de crédit (*credit union*), des ONG, des institutions informelles telles que les banquiers ambulants et les tontines. La banque du Ghana (BoG) régule et supervise les banques commerciales et les institutions financières non bancaires ; l'Apex Rural Bank prend en charge certaines fonctions de régulation pour les banques rurales.

Le projet de Services Financiers Ruraux (Rural Financial Services Project – RFSP) est un programme d'appui au secteur de la microfinance qui cherche à favoriser la croissance et à réduire la pauvreté au Ghana en améliorant l'intermédiation financière dans les zones rurales. Il est financé par le FIDA, la banque mondiale, la banque africaine de développement et la GTZ, et opéré par la Banque du Ghana et le ministère des Finances. Le programme a pour objectif de renforcer les opérations de *linkage* entre les secteurs formels et informels, de renforcer les capacités des banques rurales, d'appuyer la mise en place d'une structure faîtière du système bancaire rural et de renforcer le cadre institutionnel et politique.

Or, le gouvernement du Ghana et des bailleurs de fonds ont lancé depuis plusieurs années des programmes de crédit avec l'intention d'assister les pauvres pour leurs activités génératrices de revenus. Les institutions de microfinance sont également impliquées dans la fourniture de services de microfinance aux pauvres en zone rurale, soit en servant d'intermédiaire pour les programmes du gouvernement, soit en mettant en place leurs propres programmes, parfois avec l'appui d'ONG.

Afin de permettre à ces différentes initiatives de coopérer, d'harmoniser leurs pratiques et de travailler à une plus grande échelle, et afin de lever des incompréhensions, des interprétations et des conflits sur la place et le rôle de chacune, les parties-prenantes du RFSP (ministères, bailleurs, apex des IMF) ont pris l'initiative de lancer une étude produisant des informations et des faits sur le fonctionnement de ces programmes et institutions.

Quatre catégories d'IMF rurales sont prises en compte : les banques rurales, les coopératives d'épargne et de crédit, les ONG et les compagnies d'épargne et de crédit. Les premières en particulier, sont impliquées dans la mise en œuvre des programmes du gouvernement et des bailleurs, parallèlement à leurs propres programmes.

Les enquêtes, appliquées selon le modèle du PAT porteront sur environ 1000 ménages représentatifs de la population du Ghana (et qui serviront de groupe de contrôle) et auprès de 1800 ménages clients de différents programmes parmi une quinzaine d'IMF rurales ghanéennes.

L'application du *Poverty Assessment Tool* parallèlement à une analyse des performances financières des IMF enquêtées doit permettre de répondre aux questions suivantes :

- Quel est le profil socio-économique de la population touchée par chaque type d'institutions (banques rurales, unions de crédit, ONG et compagnies d'épargne et de crédit) et par type de programmes (programmes du gouvernement, des bailleurs, programmes propres des IMF) ?
- Quels sont les arbitrages (*trade-off*) entre ciblage des pauvres et performances financières ?
- Quelles sont les contraintes auxquelles font face les institutions pour atteindre leurs objectifs de ciblage des pauvres, et comment les réduire (formation, cadre réglementaire, *linkages* et mise en réseau, etc) ? ;
- Quels sont les effets des innovations (méthodologies de prêt, structure institutionnelle, etc.) pour atteindre les pauvres de façon durable ? etc.

Le travail, réalisé avec l'Université de Cape Coast, sera finalisé au cours du 2^e trimestre 2004. Une étudiante de l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (ENSAT) sera également

associée afin de réaliser son DEA sur la problématique des liens entre microfinance et lutte contre la pauvreté.

Gouvernance

Le thème de la gouvernance, lancé en 2001 et approfondi en 2002, a donné lieu pour CERISE à un travail de capitalisation sur quatre études de cas et la mise au point d'une grille d'analyse appliqué à ces cas. Fin 2002, deux rencontres thématiques avaient permis d'échanger sur ce travail avec des opérateurs, des chercheurs et des bailleurs et de souligner l'intérêt d'opérationnaliser ce travail en vue d'améliorer l'analyse de la gouvernance des IMF.

En 2003, deux articles de synthèse ont été publiés sur le thème, dans la Revue Tiers-Monde et le rapport sur « Exclusion et liens financiers » du centre Walras (voir liste bibliographique en annexe). Un travail sur la participation des acteurs a été discuté au cours des Journées de l'IRAM en septembre 2003 qui cherchaient à approfondir les conditions de la participation : « De la participation à l'*empowerment*, entre la mise en condition et l'illusion de la prise du pouvoir ? ». Les discussions avaient pour objectif de faire le point sur les pratiques et de contribuer aux débats en cours sur les conditions, les enjeux et la mise en pratique de la participation dans le cadre actuel de la coopération au développement. Le travail de CERISE a permis, sur l'exemple des 4 études gouvernance, d'analyser différentes conditions de participation (réussie, retardée ou non envisagée) des acteurs internes, salariés et bénéficiaires. Si la question de la participation de ces acteurs est souvent centrale et légitime, les schémas d'opérationnalisation restent complexes à mettre en œuvre. Le travail de CERISE permet d'appréhender cette complexité et d'identifier les contextes favorables et démarches nécessaires à la participation.

En 2004, avec l'appui du FIDA et de la GTZ, la phase d'opérationnalisation sera lancée : CERISE définira, à partir de son travail de synthèse sur la gouvernance, un outil concret d'analyse et d'action pour aller vers une meilleure gouvernance des IMF. Cet outil sera destiné aux institutions et à leurs dirigeants pour comprendre les forces et les faiblesses de leur gouvernance. Il pourra être utilisé aussi par les bailleurs, les opérateurs, les évaluateurs et les régulateurs afin de mieux comprendre les enjeux et d'améliorer les pratiques du secteur sur ces questions.

Des partenaires de CERISE, de la GTZ et du FIDA seront associés à ce travail afin de pouvoir produire un outil qui prenne en compte la diversité des situations et des modèles d'IMF. Des modèles tels que les coopératives d'épargne et de crédit, les microbanques urbaines, les associations de services financiers (ASF promues par le FIDA), les caisses municipales latino-américaines ou les groupes d'auto-promotion indiens (*self-help groups*) seront intégrés à l'analyse.

L'outil, qui sera finalisé au cours du 3^e trimestre 2004, pourra ensuite être décliné selon diverses directions (application auprès d'un large échantillon d'IMF, module de formation, diffusion, etc.).

Financement de l'agriculture

Le travail sur le financement de l'agriculture, mené en coopération avec le CIRAD et des partenaires du Sud, s'est construit sur trois années de capitalisation (1999-2001) sous forme d'échanges, de travaux de terrains et d'appui à des stages d'étudiants. A l'issue de ce travail, un séminaire international a été organisé à Dakar en Janvier 2002 avec le soutien du CTA, du FIDA, du MAE, de l'AFRACA et de l'ENDA-Graf sur le thème : « Le financement de l'agriculture familiale dans le contexte de libéralisation, quelle contribution de la microfinance ? ».

En 2003, les actes du séminaire de Dakar ont été finalisés et sont disponibles sur CDROM. Ils reprennent dans leur intégralité les documents préparatoires du séminaire, les contributions écrites

et orales, les rapports des ateliers et les recommandations, le résumé exécutif ainsi qu'une dizaine de fiches de synthèses diffusées à la suite du séminaire. Les documents préparatoires et le résumé exécutif sont également disponibles en anglais.

Ce CD constitue ainsi une bonne base de donnée sur le thème du financement de l'agriculture regroupant l'ensemble des travaux produits par le CIRAD et CERISE sur ce thème de recherche jusqu'en 2003⁵.

En 2004, sur le thème du financement de l'agriculture, CERISE, en coopération avec le CIRAD et le CNEARC, participera au volet recherche du PDSFR (Programme de Développement des Services Financiers Ruraux) au Niger. Le PDSFR s'est doté d'une composante de recherche développement (CRD) qui a pour objectif d'appuyer les SFD sur les questions de financement des zones défavorisées et de financement de l'agriculture. La participation de CERISE à ce programme de recherche-développement porte sur la partie qui correspond à son mandat : appui méthodologique, recherche, publication, etc. L'association avec le CIRAD et le CNEARC permet d'offrir au PDSFR une diversité de compétences dans laquelle la partie opérationnelle est de la responsabilité du CIRAD et le CNEARC apporte son soutien à la partie formation.

Collaboration avec le PDSFR

La collaboration entre le PDSFR/Composante RD et le partenaire scientifique (CIRAD/CERISE/CNEARC) s'organisera autour de trois types d'activités en 2004 :

1° Suivi de trois thèmes de RD, identifiés avec les partenaires nigériens du PDSFR :

- financement de l'embouche,
- warrantage,
- expérimentation de mise en relation entre systèmes de financement informels (Mata Masu Dubara) et institutions de microfinance

2° Stages en binomes nigériens (Faculté d'agronomie)/français (Cnearc) : trois thèmes sont prévus, sous réserve de financement : deux stages en zones pastorales :

- Diagnostic agraire et systèmes d'activités économiques en zone pastorale
- Diagnostic des conditions de financement de l'activité économique en zone pastorale
- 3^{ème} stage sur le financement des organisations paysannes

3° Mise en oeuvre ou accompagnement de formations sur la microfinance

- participation de plusieurs stagiaires nigériens au module d'Avril au Cnearc
- réalisation du module n°3 du Cnearc au Niger , en juin 2004
- accompagnement de la Faculté d'Agronomie pour la mise en place d'un module de formation sur la microfinance (juin 2004)

Bilan de la capitalisation CERISE

CERISE entre dans une phase où ses travaux de capitalisation sont reconnus et diffusés et peuvent donner lieu, dans un second temps, à des outils opérationnels d'analyse, basés sur les réflexions conduites au cours des capitalisations.

Ainsi en 2004, des outils opérationnels vont être définis sur la base du travail mené les années précédentes sur la gouvernance et sur les indicateurs de performances sociales.

Ces travaux ont en outre l'intérêt de porter sur des thèmes encore relativement nouveaux dans le secteur de la microfinance mais dont on peut sentir qu'ils constituent des éléments clés du succès et de la viabilité future des IMF.

⁵ Disponible auprès de CERISE ou du CIRAD.

2. Revue des pairs / Peer Review

Méthodologie de la revue des pairs

La méthode utilisée s'inspire de celle qui est actuellement utilisée le CGAP pour la revue des portefeuilles de microfinance des bailleurs de fonds (« *peer review* »). Elle consiste à faire analyser et évaluer l'ensemble du portefeuille de projets d'un membre de CERISE par les autres membres. Cela préfigure une nouvelle forme de travail entre organisations, souvent "concurrentes" dans leur savoir-faire et leur montage de dossiers financiers, et permet d'élargir les références et d'engager un processus de capitalisation/apprentissage/réflexion collectif sur les modes d'intervention. Cet exercice doit déboucher sur la mise en évidence des points forts et des points faibles des pratiques d'opérateur en microfinance et sur des recommandations.

Le grand intérêt d'une revue par les pairs est de casser les effets d'asymétrie d'une évaluation classique. La situation est d'autant plus pervertie si l'évaluation est imposée par le bailleur de fonds en vue d'une décision de financement ou de refinancement.

Un autre avantage est d'avoir un regard externe mais de personnes ayant un grand degré de compétences pour avoir vécu concrètement les mêmes problèmes pendant plusieurs années et développer eux-mêmes des solutions voisines ou différentes.

Il faut cependant s'entendre sur les conditions nécessaires d'évaluation par les pairs : les pairs doivent se choisir entre eux, s'estimer, ne pas être en relation de concurrence directe, refuser la complaisance, accepter la réciprocité et surtout être persuadés que le regard externe et critique de personnes compétentes va permettre d'améliorer le propre fonctionnement de leur institution ou de leurs réseaux, par une vision comparative, au-delà de quelques blessures superficielles d'amour propre.

Le CIDR, qui a débuté la revue, a pu par la suite s'appuyer sur les résultats de cet exercice pour élaborer la stratégie à 5 ans que son département microfinance a produite pour la mi 2003.

Le premier tour de la revue des pairs a été finalisé par un document intitulé « Propos d'étape : enseignements et interrogations sur les modes d'intervention en microfinance tirés de l'analyse du portefeuille CIDR ».

Le travail de revue croisée se révèle être effectivement un exercice prenant mais enrichissant à la fois pour le pair soumis à la revue et pour l'ensemble des membres procédant à la revue :

La revue de son portefeuille par les pairs aide un opérateur à « faire le point », à clarifier les limites et les atouts de ses pratiques. Elle constitue un élément majeur pour définir une stratégie d'intervention, complétée également par des réflexions internes et d'autres regards croisés. La stratégie qui en découle peut alors à la fois se fonder sur la valeur ajoutée de l'opérateur, et trouver sa cohérence avec l'évolution globale du secteur de la microfinance.

D'une façon générale, cet exercice, par le suivi d'opérations dans la durée, permet d'identifier ou de préciser les domaines où les pratiques des opérateurs doivent évoluer ou bien sont déjà en train de changer d'orientation.

Comme cette première étape autour du portefeuille du CIDR, chaque tour de la revue apportera des réflexions et des illustrations sur les nouveaux modes d'intervention et conduira à en mesurer les risques et les avantages afin d'améliorer les pratiques en microfinance. Chaque tour donnera lieu à un « Propos d'étape » concernant plus particulièrement le portefeuille d'un des membres, et des analyses transversales sur des thèmes récurrents seront construites au fur-et-à-mesure. Déjà, un certain nombre de thèmes se dégagent, comme l'adaptation des modèles au contexte socio-économique et dans la durée ou l'évolution des modes d'intervention en microfinance. Des réflexions méthodologiques pourront aussi être creusées : comment valoriser au mieux les travaux d'étudiants ? Quelle place et quelle forme pour les études de faisabilité et le suivi-évaluation ? Comment suivre les performances sociales des institutions de microfinance ? etc.

En 2004, la revue se fera pour le portefeuille de l'IRAM sur la période de février à octobre. L'objectif pour l'IRAM est de recevoir un regard critique sur ses expériences en microfinance en tant qu'opérateur/concepteur de réseaux de microfinance et en tant que repreneur. Cette revue

contribuera à la réflexion de l'équipe sur la stratégie à suivre pour les prochaines années à partir de la mise en évidence des spécificités de ses interventions ainsi que de ses avantages comparés. Tout comme pour le CIDR, cette revue offrira également une réflexion générale sur les modes d'opération en tant que concepteur et sur les intérêts et limites de l'intervention en reprenneur de réseaux (redressement ou réorientation).

3. Animation et échanges : bilan 2003 et perspectives 2004

L'année 2003, marquée par la poursuite de chantiers en cours (indicateurs de performance sociale, revue des pairs, lancement du travail sur le Ghana) et l'absence de Cécile Lapenu sur le premier trimestre, n'a pas donné l'occasion à CERISE d'animer de rencontres thématiques. Le pôle « Animation et échange » de CERISE en 2003 a donc surtout été tourné vers la diffusion des travaux et la participation à des rencontres organisées par d'autres partenaires.

Les outils de diffusion sur Internet

Le site de CERISE

CERISE a ouvert son site en juin afin de diffuser ses travaux : www.cerise-microfinance.org

Contenu du site de CERISE

La plupart des synthèses produites sur les différents thèmes de capitalisation de CERISE peuvent être téléchargées en format PDF:

- Modes d'intervention en microfinance : article de synthèse, intervention en zones défavorisées, revue croisée/ « peer review » du CIDR, etc.
- Impact et performances sociales : évaluation de la pauvreté, indicateurs de performances sociales pour la microfinance : rapport de la première phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale, etc.
- Gouvernance en microfinance : grille d'analyse de la gouvernance, études de cas (CRG Guinée, CVECA Mali, EMT Cambodge, PPPCR Burkina-Faso), analyse transversale (place des acteurs, les moyens de la gouvernance, l'analyse des crises et dysfonctionnement), article sur la participation des acteurs internes, etc.
- Séminaire de Dakar de Janvier 2002 « Financement de l'agriculture familiale dans un contexte de libéralisation : quelle contribution de la microfinance ? » : résumé, synthèses thématiques et fiches d'approfondissement liés au séminaire.

On peut également trouver sur le site des informations sur les membres, les activités de CERISE et une page de liens avec des sites proposant de la documentation sur la microfinance.

Le site de CERISE, dont la fréquentation augmente régulièrement depuis son ouverture, permet de télécharger l'ensemble des travaux de capitalisation, de renseigner le public sur les membres et les activités, et d'orienter les personnes qui découvrent la microfinance vers des sites de documentations un peu plus généralistes.

L'intérêt du site de CERISE vient du fait qu'il peut être à tout moment actualisé avec la mise en ligne des dernières synthèses, publications et articles de CERISE, des compte-rendus des rencontres et des versions provisoires des outils. Cela peut donner lieu à des échanges et la prise en compte des commentaires d'intervenants extérieurs intéressés par les questions traitées par CERISE.

La collaboration avec le pôle Microfinancement

Le Pôle Microfinancement est un site créé par le GRET et le CIRAD conçu comme un outil de travail au service des acteurs de la microfinance et qui comprend trois bases de données (Bibliographie, Répertoire d'organismes et Fiches analytiques d'institutions de microfinance) et un espace interactif, EspaceFinance.

CERISE a produit plusieurs « BIM » (Bulletin d'information du Mardi⁶) sur la liste de discussion Espace Finance. Trois séries de BIM ont été diffusées : 1) sur la gouvernance, 2) sur les outils d'évaluation de la pauvreté (*Poverty assessment tool* et outil d'Accion International), et 3) sur les indicateurs de performance sociale, en collaboration avec la FPH (Chantier Finance solidaire). Par ailleurs, Cécile Lapenu a participé à la réalisation d'un CD-Rom qui regroupe l'ensemble des rubriques du site ainsi que la totalité des BIM produits entre janvier 1999 et décembre 2002. La diversité des thèmes traités et leur richesse en font un outil majeur d'actualisation des connaissances.

CERISE en tant que réseau sur le MIX Market

Le CGAP défend les réseaux comme un moyen effectif pour les bailleurs de s'engager dans la microfinance : les réseaux à l'échelle internationale, régional ou nationale jouent un rôle essentiel dans le développement de standards, dans les échanges entre praticiens, la responsabilité mutuelle et la provision de fonds et/ou de services techniques. Ils ont également un rôle majeur dans le changement d'échelle de la microfinance. Pourtant, les réseaux sont très divers. Le CGAP cherche donc à clarifier le rôle respectif des différents types de réseaux.

CERISE a ainsi participé à l'initiative du CGAP qui « profile » les différents réseaux en distinguant le type d'organisation, de partenaires, le mode de gouvernance, les activités majeures, les sources de financement, etc. Ces profils sont postés sur le MIX market (Microfinance eXchange Information, www.mixmarket.org) et ont donné lieu à une note du CGAP comparant les réseaux.

Le profil de CERISE comparé aux autres réseaux

Comme beaucoup de réseaux, CERISE est constitué de membres indépendants ayant librement rejoint le réseau, se spécialise dans la microfinance mais ne travaille pas sur des régions spécifiques. Par contre, contrairement à d'autres, CERISE est un petit réseau dirigé par ses membres et ne fournit pas d'information sur leurs performances. En termes de services, CERISE se spécialise dans la capitalisation et ne fournit pas de services techniques à ses membres. Enfin, sur les ressources, on peut noter que de très nombreux réseaux bénéficient de fonds publics alors que CERISE pour l'instant a recours essentiellement à des fonds privés, des ressources par contrat et les cotisations de ses membres. Ainsi par exemple, les ressources de SEEP, le réseau nord-américain de capitalisation et d'échange, sont constituées à 73% de fonds publics.

Rencontres 2003

FIDA : Atelier sur l'analyse d'impact en finance rurale

La rencontre du 15 septembre 2003 à Rome, à l'invitation du FIDA, avait pour objectifs de (i) faire le point sur les expériences en cours dans le domaine de l'analyse d'impact dans la finance rurale, (ii) discuter du draft proposé par le FIDA sur les recommandations opérationnelles pour mesurer l'impact dans le cadre des interventions du FIDA en finance rurale, (iii) voir comment lier ces activités avec les initiatives actuelles du FIDA : celle du RIMS (*Result and Impact Monitoring System*) et celle de l'Office des Evaluations (*Methodological Framework for Project Evaluation*).

Les membres du FIDA travaillant en particulier dans les départements d'évaluation et Henri Dommel étaient présents ainsi que Syed Hashemi (CGAP), Anton Simanowitz (Imp-Act), Koenraad Verhagen (Fondation Argidius et SIDI), Cécile Lapenu (CERISE) et des représentants de la GTZ et de la FAO.

Cette rencontre a donné l'occasion de présenter l'initiative sur les indicateurs de performance sociale (SPI) qui a été bien reçue. A. Simanowitz a également parlé des performances sociales (travail de IDS et Imp-Act).

⁶ Espace Finance propose tous les mardi un texte court sur un sujet de fond ou d'actualité de la microfinance appelé Bulletin d'Information du Mardi ou BIM.

On peut observer d'une façon générale que les bailleurs qui viennent en appui à des institutions de microfinance sont demandeurs d'outils pour évaluer les performances financières mais aussi sociales des institutions et d'outils de suivi-évaluation et de mesure d'impact. A ce stade, le travail envisagé depuis 2002 avec ESF et le MAE dans le cadre du PAFID pour faire le point sur les nombreuses méthodes adaptées et mises en œuvre par les opérateurs français aurait constitué une avancée majeure pour alimenter ces réflexions, mais il n'a malheureusement pas pu être finalisé jusqu'à présent.

Participation aux chantiers du Pôle de Socio-économie Solidaire

Le Pôle de Socio-économie Solidaire est un pôle⁷ de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, soutenue par la FPH. Ce réseau informel constitué de personnes, organisations et institutions, cherche à articuler action et réflexion pour élaborer des propositions sur les grandes questions de société.

Le Pôle Socio-Economique de l'Alliance regroupe une vingtaine de chantiers thématiques dont le chantier sur les indicateurs de richesses et le chantier sur la finance solidaire.

Chantier « Valorisation Plurielle et Indicateurs de Richesse », Rencontre de lancement du chantier, 29 et 30 septembre 2003, Toulouse.

Les objectifs du chantier sur les indicateurs de richesse

L'idée de ce chantier est double: « montrer en quoi les activités et réseaux d'économie solidaire procurent des bénéfices collectifs spécifiques à la société d'une part et comment ils contribuent à une autre représentation de l'économie et de la richesse d'autre part. C'est pourquoi l'évaluation de ce qui constitue la richesse d'une société est cruciale tant sur les critères et modalités d'évaluation du bien commun (qu'est-ce que la richesse d'un territoire?) que sur les indicateurs propres à l'économie solidaire (Comment l'apprécier? Comment la mesurer?) ». Après les premières discussions sur la liste électronique « Indicators », il s'agit d'engager un processus durable d'échanges et de travail.

Cette première réunion du chantier avait plusieurs objectifs :

- (1) préciser les enjeux et les objectifs communs de ce chantier.
- (2) présenter et discuter un certain nombre de travaux et d'approches d'évaluation des activités d'économie solidaire.
- (3) définir un programme et une méthodologie de travail communs ainsi que les fonctions et les moyens du comité de pilotage
- (4) Contribuer au débat public sur d'autres représentations de la richesse.

La rencontre a ainsi permis la présentation et la discussion des différentes approches de l'évaluation et des indicateurs à partir de contributions générales sur les enjeux politiques de l'évaluation et les indicateurs (exemple : approches J. Gadrey ou P. Viveret), ainsi que sur des apports plus spécifiques des responsables de chantiers du PSES (finance solidaire, femmes et économie, territoire, commerce équitable...) qui ont intégré la question des indicateurs dans leur travail.

Chantier « Finance solidaire », Rencontre du groupe de pilotage, 27 et 28 octobre 2003, Paris

L'objectif de cette rencontre était d'arrêter le choix d'indicateurs qui permettent de mesurer la performance sociale des IMF et de faire le point sur les études de cas qui seraient envisageables, en essayant de constituer un échantillon significatif et représentatif (diversité de méthodologies, de tailles, de contextes géographiques, milieu urbain et rural, etc.).

La discussion a porté sur les indicateurs proposés par l'initiative sur les indicateurs de performance sociale, proposition la plus aboutie parmi celles proposées par les participants du chantier.

L'idée du chantier Finance solidaire, en collaboration avec l'initiative SPI est de tester ces indicateurs afin de pouvoir travailler sur un certain nombre d'hypothèses telles que :

- Les performances sociales contribuent à la pérennité de l'IMF ;

⁷ L'alliance compte 3 autres pôles : Valeur et culture, gouvernance et citoyenneté, Humanité et biosphère.
Site du Pôle Socio-Economique <http://www.socioeco.org>

- Les performances sociales ont des conséquences positives sur les clients ;
- Les performances sociales sont déconnectées du statut juridique de l'IMF, etc.

L'outil proposé par l'initiative SPI est vu comme une brique complémentaire par rapport aux outils déjà existants : il ne prétend pas remplacer les études financières ou les études d'impact, mais il apporte des éléments manquants à l'évaluation globale d'une IMF et pourra permettre à terme de tester les hypothèses posées par le Chantier Finance solidaire.

Dans la deuxième phase de SPI, CERISE et le Chantier Finance solidaire travailleront en étroite collaboration.

Réunion Microfinance OSI/AFD

Afin de construire un dialogue entre les OSI et l'AFD, des réunions sectorielles sont organisées, dans un objectif d'influence réciproque sur les thématiques d'intervention communes aux OSI et à l'AFD. Un des enjeux pour les OSI est d'influer sur les Contrats d'Intervention Sectorielle avant leur validation par le Conseil de Surveillance de l'AFD.

Une réunion sectorielle sur le thème de la micro-finance a eu lieu le jeudi 6 novembre regroupant une quinzaine de personnes, représentants d'OSI ayant une expertise sur le domaine et des représentants de l'AFD.

CERISE a préparé une note de synthèse présentant la vision de l'évolution de la microfinance et ses perspectives. Cette note a été discutée avec les OSI au cours d'une réunion préparatoire entre associations qui s'est tenu le 5 novembre et a servi de support pour la rencontre OSI/AFD. Un certain nombre de thèmes d'intérêt commun ont été relevés sur lesquels les échanges entre les OSI et l'AFD pourraient être poursuivis, avec une coordination par CERISE, en particulier sur l'impact et les performances sociales et sur l'innovation et le financement rural.

Formation

Les capitalisations de CERISE permettent d'alimenter la réflexion au cours de séminaires ou de sessions de formation qui sont assurées par les membres ou le secrétariat technique : séminaire du CEFEB « Microfinance : défis institutionnels et enjeux stratégiques » (diagnostic du secteur, financement rural, gouvernance, nouveaux produits), modules du CNEARC dans le cadre du Master « Acteurs du développement rural » (financement rural, gouvernance, impact), Université d'Alexandrie en Egypte (financement rural), etc.

Ces échanges permettent de confronter les réflexions de CERISE avec l'expérience d'acteurs du Sud et de poursuivre l'analyse, en particulier dans le cas du travail sur la gouvernance.

Rencontres prévues en 2004

Rencontres thématiques

Les travaux prévus pour 2004 donneront l'occasion de plusieurs phases d'échange : sur le thème de la gouvernance, les échanges se poursuivront avec les partenaires de CERISE intéressés par le thème à travers des études de leurs propres cas (en particulier Uplift aux Philippines, programme d'InterAide et Entrepreneurs du monde) et par des discussions et commentaires de la part des partenaires sur l'applicabilité de l'outil d'analyse de la gouvernance.

La deuxième phase de l'initiative sur les indicateurs de performance sociale donnera lieu dans le courant du deuxième semestre, lorsque les tests auprès des IMF auront été conduits, à un séminaire virtuel d'échange sur l'outil d'audit. Le séminaire réunira les membres de CERISE, le comité de pilotage (SDC, FPH, Fondation Argidius, Université de Goettingen, etc.), et les partenaires de

CERISE intéressés afin de discuter de l'intérêt et des limites du questionnaire et des résultats produits avec les institutions enquêtées.

Les échanges à travers les formations seront poursuivis.

Rencontres européennes

Des thèmes d'intérêt communs avec des partenaires européens (en particulier sur les indicateurs de performance sociale) et les perspectives de la microfinance à l'échelle européenne (2005, année du microcrédit ; présidence de l'Union Européenne début 2005 au Luxembourg, dont le gouvernement soutient les initiatives en microfinance ; etc.) ont incité des acteurs européens à prendre contact pour favoriser les échanges à l'échelle européenne. En 2004, au-delà des contacts informels, CERISE cherchera à approfondir les perspectives de travail commun avec des partenaires européens également organisés en réseaux : Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, etc.

Bilan sur animation et échanges

L'année 2003 a été marquée par la large diffusion des travaux de CERISE à l'aide de canaux diversifiés (publications dans des revues, CR-Rom, rencontres et formations, site CERISE et autres ressources accessibles sur Internet).

2003 a vu également une ouverture importante à l'échelle européenne (travaux conjoints de CERISE avec des chercheurs allemand et anglais sous l'égide de la fondation Argidius et son représentant hollandais ; amorce de contacts avec des réseaux belge, luxembourgeois et hollandais, etc.) et un effort pour associer des partenaires du Sud, en particulier à travers l'initiative sur les indicateurs de performance sociale et les échanges au sein du chantier Finance Solidaire. En 2004, ces contacts seront renforcés et pour certains, formalisés.

4. L'organisation du secrétariat technique de CERISE

Cécile Lapenu étant en congé maternité sur le premier trimestre, les membres ont continué de se réunir une fois par mois sur le début de l'année, le travail sur la revue croisée du CIDR a été poursuivi, mais le reste du travail de capitalisation et d'échange n'a repris qu'à partir d'Avril.

Approximativement, la répartition du temps entre les différentes activités s'est répartie comme suit pour le secrétariat technique de CERISE :

Répartition du temps entre les différentes activités

Activité	2001	2002	2003
Administratif	15%	9,5%	9,3 %
Animation et échanges	25%	16,0%	27,6 %
Capitalisation (sur fonds propres)	40%	34,5%	26,5 %
Capitalisation (sous contrat)	20%	34,0%	36,6 %
Nombre total de jours de travail	140	175	134

Depuis 2001, la capitalisation sous contrat progresse, ce qui facilitera le travail et l'autonomisation de CERISE. La progression reste toutefois modérée car CERISE n'est pas un bureau d'étude : la priorité est fixée aux thèmes de capitalisation choisis par les membres, et la contractualisation ne peut entrer que dans ce cadre. CERISE ne répond pas à des appels d'offre sur des aspects opérationnels.

Les perspectives pour CERISE

En 2004, les grands axes de travail pour CERISE porteront sur la conception d'un outil d'analyse de la gouvernance, le test d'un outil d'évaluation des performances sociales et la poursuite de la revue croisée sur le portefeuille de l'IRAM. Des phases d'échanges seront organisées sur ces thèmes avec les partenaires français, européens et avec les bailleurs impliqués. Les partenaires du Sud seront également largement associés, en particulier dans le cadre de l'initiative sur les performances sociales, dans le cadre du travail avec le PDSFR Niger et pour la poursuite du travail sur la gouvernance. Les ouvertures amorcées en 2003 seront poursuivies et formalisées, en particulier à l'échelle européenne.

D'une façon générale, CERISE bénéficie toujours, en interne, d'une implication forte des membres et d'un soutien constant à ses travaux. Vis-à-vis de l'extérieur, CERISE a acquis maintenant une position reconnue parmi les acteurs de la microfinance (reconnaissance comme un partenaire par le CGAP, travail régulier avec le FIDA, appel à collaboration de partenaires européens, sollicitation pour des publications, pour des formations, financement de divers bailleurs européens, etc.). La position de CERISE comme plate-forme de capitalisation et d'échange nécessite cependant parfois d'être éclaircie et clarifiée : CERISE n'est pas un bureau d'étude et n'a pas vocation à répondre à des appels d'offre opérationnels qui pourraient entrer en concurrence avec ses membres.

Un des défis pour l'avenir sera de trouver un équilibre entre d'une part la capitalisation d'expériences, qui sert de base pour la définition d'outil ou la réflexion sur l'amélioration des pratiques mais reste difficile à faire financer et d'autre part la contractualisation pour l'opérationnalisation des réflexions, travail qui retient l'attention des bailleurs mais qui se nourrit des réflexions et analyses antérieures.

Bibliographie : Travaux et publications CERISE

Performances sociales

Lapenu, C., Zeller, M., Greeley, M., Chao-Béroff, R., Verhagen, K., (2004, à paraître) Performances sociales : Une raison d'être des institutions de microfinance...et pourtant encore peu mesurées. Quelques pistes ? Revue Monde en Développement.

Zeller, M., Lapenu, C., Greeley, M., 2003 (October). Measuring Social performance of micro finance institutions: A proposal. Social Performance Indicators Initiative (SPI), Final Report. Argidius Foundation, CGAP, 18 pages + 4 complementary reports.

Impact

CERISE, 2003 (Mars). *L'évolution des enjeux et outils de l'analyse d'impact en microfinance*. Techniques Financières et Développement, Epargne Sans Frontière, N°70.

Lapenu, C., (2003). *Un outil d'évaluation du niveau de vie des clients des institutions de microfinance*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Gouvernance

CERISE (2003). *Enjeux et limites de la participation des bénéficiaires et des salariés dans la structure de gouvernance des institutions de microfinance*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Lapenu, C. 2002 (octobre – décembre). *La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et perspectives de recherche*. Revue Tiers Monde, tome XLIII, n°172, pp 847 – 865.

CERISE, 2002. *La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et études de cas*. Document préparatoire à la rencontre thématique du 15 octobre 2002. 136 p.

Revue des Pairs

CERISE (2004, à paraître). Peer Review – Revue des Pairs, Propos d'étape : enseignements et interrogations sur les modes d'intervention en microfinance tirés de l'analyse du portefeuille du CIDR, 26 p.

Mode d'intervention

IFAD 2003 (March). Decision Tools for Rural Finance, International Fund for Agricultural Development, Roma, Italy 95 p.

CIDR, CERISE, 2001 (Décembre). Stratégie Régionale en Finance Rurale, Afrique Centrale et de l'Ouest, Tome 1 : Rapport principal, Rapport provisoire, Fonds International de Développement Agricole, Rome, 73 p.

CIDR, CERISE, 2001 (Décembre). Stratégie Régionale en Finance Rurale, Afrique Centrale et de l'Ouest, Tome 2 : Revue des projets, Rapport provisoire, Fonds International de Développement Agricole, Rome, 120 p.

CERISE, 2000. *Les modes d'intervention en microfinance*. Article paru dans « Techniques Financières et Développement », n°59, décembre 2000, 15 p.

CERISE, 2000. *Réflexions des Organisations de Solidarité Françaises en matière de microfinance*. Note de synthèse réalisée pour les OSI dans le cadre de la réunion de concertation « Club des OSI/AFD », 10 octobre 2000, 18p.

CERISE, 1999. *Les contraintes et défis de la viabilité des systèmes de microfinance en zones rurales défavorisées en Afrique*. Etude réalisée pour le compte du Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU). Mai 1999. 69 p.

Financement de l'agriculture et du monde rural

Lapenu, C., Fournier, Y., Ichanjou, P. (2003). *Potentialités et limites de la caution solidaire*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Lapenu, C., 2003 (Juillet). *La microfinance en appui aux activités non-agricoles et para-agricoles en milieu rural*, Revue Thématique Agridoc, N°5, BDPA, pp 27-28.

Wampfler B., Lapenu C., 2002. *La microfinance au service de l'agriculture familiale*. Résumé exécutif du séminaire international, 21-24 janvier 2002, Dakar, Sénégal. Afraca, Cirad, Cta, Mae, Enda Graf, Fida, Cerise. Français / Anglais. Ministère Français des Affaires Etrangères, Série « Partenariats ». 36 p.

Fournier, Y., Konaté, M., Lapenu, C., 2002 (Mai). Etude sur le crédit aux producteurs en zone cotonnière. République du Mali, Mission de restructuration du secteur coton, IRAM, BIREC, CERISE, Paris, 153 p.

CERISE, 2002. Fiches sur Microfinance en Agriculture. Version multimédia du Mémento de l'Agronome, CIRAD – GRET – MAE.

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Bénin ?* (contribution de François Doligez , IRAM)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas de Madagascar ?* (contribution de Cécile Lapenu, CERISE et Christian Baron, CIDR)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Cambodge ?* (contribution de Pierre Daubert, GRET)

CIRAD, CERISE, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Vietnam ?* (contribution de Geneviève Nguyen, ENSA Toulouse).

CERISE, CIRAD, 2001. *Comment adapter les services de la microfinance aux besoins de financement de l'agriculture ? Zoom sur le crédit moyen terme* (contribution de Cécile Lapenu, CERISE)

Inter Réseaux, CIRAD, CERISE, 2001. *Microfinance et sécurisation du crédit à l'agriculture* (contribution de Dominique Lesaffre et Denis Pesche, Inter-Réseaux)

CERISE, CIRAD, 2001. *Microfinance, banques agricoles, banques commerciales : quels partenariats pour le financement de l'agriculture ?* (contribution de Christian Baron, CIDR)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quels modes d'intervention pour les bailleurs de fonds pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?* (contribution de Christine Poursat, GRET)

CIRAD, CERISE, 2001. *Microfinance et organisations paysannes : quel partage des rôles, quels partenariats ?* (contribution de Betty Wampfler, CIRAD)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?* (contribution de Dominique Gentil, IRAM et Bruno Losch, CIRAD)

Les fiches d'approfondissement « Post-Dakar » déjà parues

Fiche n°1 : Comment adapter des services financiers aux besoins des exploitations familiales?
Méthode d'analyse des besoins

Fiche n°3 : Financer l'investissement à moyen terme : exemples et enseignements des expériences de leasing des CECAM (Madagascar) et de l'ANED (Bolivie)

Fiche n°4 : Le taux d'intérêt en question

Fiche n°5 : Que peut apporter le Conseil de Gestion à l'analyse des besoins de financement des exploitations agricoles ?

Fiche n° 6 : Un outil de sécurisation du crédit à l'agriculture : les centres de gestion appuyant les organisations paysannes : l'exemple des Centres de prestation de services de l'Office du Niger au Mali

Fiche n° 8 : Potentialités et limites de la caution solidaire

Fiche n° 9 : Sécuriser le crédit à l'agriculture par des structures de cautionnement mutuel

Fiche n° 10 : Sécuriser le crédit à l'agriculture par le " crédit stockage " ou warrant agricole

Fiche n° 11 : Sécuriser le crédit agricole par la centrale de risque

Fiche n° 12 : Partenariats banques et IMF : acquis et enseignements

Financement de l'agriculture (en anglais)

Wampfler, B., Lapenu, C., Benoit-Cattin, M., 2003. *To what extent is microfinance able to finance family agriculture in the context of liberalization in West Africa? A Study of Outreach, Impact and Public Policies*, International Conference of Agricultural Economists, Durban, 1 South Africa, 6-22 august 2003. Minisymposium on Rural Finance, 16 p.

Gentil D., Losch B., 2002. *Microfinance policies and agricultural policies : Synergies et divergences*. Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). CIRAD / CERISE /Janvier 2002

Wampfler B., 2002. *Achievements, limits and prospects of microfinance as a means of financing agricultural and rural development: the experience in West Africa*. Special paper for the annual report of CTA 2001. CTA, Wageningen.11p.

Wampfler B., Lapenu C., 2002. *Microfinance in support to family agriculture*. Executive summary. International seminar, 21-24 January 2002, Dakar, Senegal. Afraca, Cirad, Cta, Mae, Enda Graf, Fida, Cerise. French / English. Ministère Français des Affaires Etrangères, Série « Partenariats ». 36p.

Lapenu C., 2001. *Matching supply by MFIs and the needs of family agriculture* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002).

Wampfler B., 2001. *The financing of agriculture in a context of liberalisation : what is the contribution of microfinance ? A case study in West Africa*. Introduction paper to the workshop of Dakar (21 –24 of January 2002). 14 p.

Lesaffre D., Pesche D., 2001. *Microfinance and securing agricultural credit*. Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002).

Wampfler B., Mercoiret M.R., 2001. *Microfinance and producers' organisations: roles and partnerships in the context of liberalisation ?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). 34 p.

Wampfler B., Doligez F., Poursat Ch., 2001. *What modes of intervention can strengthen the contribution of microfinance to the financing of agriculture ?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). 13 p.

Wampfler B., Baron Ch., 2001. *Microfinance, agricultural banks, commercial banks: what potential partnerships could finance family agriculture?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). 15 p.

Le CD-Rom des actes du séminaire de Dakar regroupe l'ensemble des documents produits pour le séminaire et à la suite du séminaire (synthèses des ateliers et résumé exécutif du séminaire en français et en anglais, études de cas par pays, contributions au séminaire, fiches d'approfondissement).